

REVUE DE PRESSE 1er-15 MAI 2010

EUROPE

Les Roms exclus partout en Europe

Place Publique, mai 2010

Un rapport de la Commission européenne pointe la situation déplorable de la première minorité ethnique de l'Union (10 à 12 millions), où ségrégation et exclusion sociale se renforcent mutuellement. La commission a engagé des procédures contre 24 pays européens pour que la législation européenne interdisant les discriminations fondées sur la race soit correctement transposée dans les législations nationales. Malgré les investissements du Fonds social européen, la situation reste alarmante : outre la dimension éthique et sociale, « *apporter des solutions aux problèmes des Roms sera tout profit pour nos sociétés et nos économies* » souligne Vivian Reding, vice-présidente de la commission chargée de la justice des droits fondamentaux et de la citoyenneté.

Allemagne

Notre pays a les mains sales

Frankfurter Rundschau, in Courrier international, 12-19 mai 2010

Berlin vient de signer avec le Kosovo, qui n'a eu aucune possibilité de négocier, un accord de rapatriement prévoyant le renvoi, dans les quatre ou 5 ans, de 10 000 Roms vers le Kosovo. La plupart d'entre eux n'ont pas de papiers kosovars, ne parlent pas la langue, et, s'ils ne peuvent pas produire les certificats de naissance de leurs parents et grands parents, ne pourront pas acquérir la nationalité. Pour le quotidien francfortois, ce « *nettoyage ethnique* » met la politique allemande au même niveau moral que la politique des « *homelands* » menée en Afrique du Sud dans les années 1970 : on invente des Etats pour pouvoir y expulser des gens.

Roumanie

Roumains, à ne pas confondre avec Roms

Le Monde, 3 mai 2010

Un groupe de hackers roumains, autobaptisé Romanian National Security (RNS), s'est attaqué aux sites informatiques du Daily Telegraph et du Monde pour imposer son message : « *Nous en avons assez de ces outrages. Les Tsiganes ne sont pas des Roumains. Quand vous parlez de nos compatriotes, n'utilisez plus l'expression « Tziganes roumains »* ». Le RNS veut forcer l'accès au site de France 2, qui a diffusé un sketch d'un humoriste qui, en tendant la main comme un mendiant, parlait du « *salut roumain* ». Auparavant ces pirates se sont attaqués aux sites de British Telecom, Tiscali, Orange et du Parlement britannique. Soupçonnés de fraudes cybernétiques, certains d'entre eux sont considérés par le F.B.I. comme faisant partie « *des réseaux du crime organisé* ».

FRANCE

Aquitaine

Floirac

Descente musclée dans un bidonville de Floirac

Sud-Ouest, 6 mai 2010

Hier matin, 120 policiers et gendarmes ont investi le squat de la rue Jules Guesde à Floirac occupé par des Roms bulgares. Ils ont interpellé onze hommes âgés de 25 à 35 ans, accusés notamment de vols de métaux dans une déchetterie proche et de menaces sur ses employés. Cette intervention fait également suite au courrier envoyé par la député-maire socialiste, Conchita Lacuey, signalant la croissance de la population sur le site et demandant au préfet de contrôler l'arrivée des migrants pour permettre « *la bonne mise en œuvre des actions de la maîtrise d'œuvre urbaine et sociale* ». Les onze hommes arrêtés ont été convoqués devant le tribunal correctionnel de Bordeaux dans quelques mois. Trois d'entre eux, déjà connus pour dégradations et vols, font l'objet d'un arrêté de reconduite à la frontière.

L'Etat, entre la maîtrise d'œuvre et sociale et l'urgence

Sud-Ouest, 6 mai 2010

450 Roms, essentiellement bulgares, vivent actuellement dans l'agglomération bordelaise, sur quatre squats principaux, à Bordeaux, Gradignan et Floirac. Dans cette commune, une des cents plus pauvres de France, ils sont environ 200. La Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS), mise en place par le préfet de la Gironde et confiée au Centre d'orientation sociale, a déjà identifié 24 familles qui reçoivent une autorisation de séjour de trois mois, avec accompagnement en matière de santé, scolarité et apprentissage du français, et peuvent accéder à l'emploi dans des conditions assouplies pour les employeurs. Mais, à côté de cette démarche, il y a l'urgence déterminée par la rénovation urbaine, les réactions des riverains, les directives ministérielles.

Un collectif s'est créé pour faire se rencontrer les migrants et la population locale. Une voisine du squat, Charline Charmette, de la Compagnie des Gens ordinaires, organise ainsi un spectacle jeune public ouvert aux Roms et aux Floiracais à la fin du mois de mai. Un réalisateur de Pessac, Frédéric Plénard, qui a déjà réalisé un court-métrage de 10 minutes « La Voie des Roms », travaille actuellement sur un format de 25 minutes.

Ile-de-France

A Paris, des milliers de Roms dans des bidonvilles

Ouest-France, 7 mai 2010-05-08

5 000 Roms vivent en Ile-de-France, dans des campements insalubres. En Seine-Saint-Denis, il y en aurait 47, comme celui de Stains abrite 300 Roms roumains, au milieu des flaques d'eau, de la boue et des rats. Pour construire et meubler leurs cabanes de bric et de broc, ils ont rivalisé d'inventivités : planches, bâches, groupes électrogènes, vieux frigos, morceaux de moquettes, fleurs en plastique et vieilles tentures, le tout récupéré dans des bennes de chantier et des poubelles. La récupération s'étend aussi au recyclage du métal, qui est la première source de revenu. La vente des jonquilles, la manche, parfois le travail au noir complètent les revenus. « *On voudrait un vrai travail, mais il n'y en a pas pour nous*, déplore Petraus. *Juste l'Europe qui nous dit : dégage, dégage !* ». Depuis notre visite, le camp s'est en partie vidé : certains ont accepté l'aide au retour. Le bidonville devrait être rasé

prochainement. Mais ils reconstruiront ailleurs. En six ans, Mirava a habité vingt campements différents.

Paris. Le ras-le-bol des commerçants des puces de Montreuil

Le Parisien.fr, 11 mai 2010

300 personnes ont manifesté hier autour de la place de Montreuil (Paris XXème). Riverains et marchands officiels des Pucés protestaient ainsi contre les vendeurs qui installent à même le sol 3 000 stands de fortune toutes les semaines . Parmi ceux-ci, les Roms ou les clandestins asiatiques. « *Attention, explique Najib, un commerçant. On ne manifeste pas contre eux. On demande simplement à ceux qui les ont autorisés à gagner la France de ne pas laisser pourrir la situation* ». En tête du cortège, Frédérique Calandra, maire du XXème arrondissement, affirme : « *Ce marché de la misère n'est pas tenable. Ni pour les riverains ni pour les commerçants. C'est à l'Etat de gérer cette question* ».

Languedoc-Roussillon

Quelles alternatives aux expulsions de Roms à Montpellier ?

Montpellier journal, mai 2010

Comment envisager des alternatives aux expulsions des squats occupés par les Roms à Montpellier ? Les villages d'insertion, comme à Montreuil (où la mairie dit avoir mis un million d' € en 18 mois) ne sont pas satisfaisants pour Saimir Mile (La Voix des Roms), qui considère que la base est d'ouvrir le marché du travail aux Roumains et aux Bulgares, comme aux autres Européens. Pour Olivier Legros, géographe et animateur d'Urba-Rom, centre de ressource sur les politiques en direction des Roms-Tsiganes, il faut « *être à l'écoute des gens, leur demander «que voulez-vous ? » et ne pas penser à leur place* » Il se demande si les opérations d'hébergement ne sont pas « *des opérations de cosmétique* ». Pour lui, « *les associations font parfois une erreur en ne se focalisant que sur les personnes en situation précaire et en oubliant les riverains et les élus* ». Pour lui, il faut faire le lien entre les trois pour les responsabiliser : « *c'est peut-être sur cette base-là qu'on peut construire de nouvelles politiques de lutte contre la précarité* ». Montpellier Journal a également interrogé les élus. Pour Hélène Mandroux, maire (P.S.) de Montpellier, « *ce n'est pas à notre niveau, mais à celui des gouvernements des pays dont sont issus les Roms et de la France* ». Jean-Luc Roumegas (Verts) n'avait rien à dire sur le sujet. Francis Vigié (NPA) réclame une rencontre entre les Roms , la municipalité et l'agglomération. Jacques Domergue, président du groupe UMP au conseil municipal et député de l'Hérault, parle de « *rapine* », de « *mendicité* » et accuse les Roms de « *contribuer à cette espèce de mal-être qui fait que les villes sont difficilement vivables* ».

Roms : « ils veulent simplement qu'on les respecte »

La Gazette de Montpellier.fr, 13 mai 2010

Depuis trois ans, à Port Marianne, le long du Lez, soixante-dix Roms ont reconstitué une petite Roumanie. Les hommes récupèrent la ferraille, les femmes mendient et les enfants se partagent entre l'école et la manche. « *Il faut considérer ces familles comme d'autres personnes immigrées qui quittent leur pays pour des raisons économiques ou sanitaires, expliquent Marion Lièvre, sociologue et Gabriella Lupu photographe qui passent beaucoup de temps à Port-Marianne. Ils veulent qu'on les respecte, montrer qu'ils vivent comme tout le monde* ». Aujourd'hui ils sont menacés d'expulsion, tout comme les Roms qui squattent des bâtiments de l'Université Montpellier 1.

Midi-Pyrénées

Bagatelle : « on ne peut plus vivre ici »

La Dépêche.fr, 2 mai 2010

Un incendie volontaire a mis le feu à la résidence Ronsard 2 à Bagatelle. Ici la situation est devenue explosive. Les copropriétaires accusent les Roms roumains qui se sont installés dans les autres blocs de vouloir les faire partir. Les habitants qui se sentent « *livrés à eux-mêmes* » dénoncent le portail cassé, les voitures incendiées et affirment : « *on ne peut plus vivre ici* ».

Nord-Pas-de-Calais

Halluin / Accueil des Roms. « Vivre dans la dignité »

Nord Eclair , 8 mai 2010

Après avoir connu les bidonvilles et les expulsions, deux familles roms sont arrivées à Halluin en février 2009. L'installation de ces Roms roumains route de Neuville, dans deux mobil-homes placés là par la municipalité, a d'abord suscité une pétition des riverains défiants. Un an plus tard, les mêmes voisins affirment : « *ils sont discrets* » ou « *la présence de ces familles ne nous gêne pas du tout* ». Certains s'interrogent tout de même sur le coût de l'opération, remarquent qu'il y a aussi des familles halluinoises dans le besoin et demandent s'ils vont rester là définitivement. Chez les Balas, le père, Anton, a décroché un contrat chez Triselec et apprend le français. Les enfants, Corado et Mircea, suivent leur scolarité à l'école Michelet. Le couple aimerait s'installer définitivement en France dans « *un appartement ou une petite maison* ». En attendant, le mobil-home qui leur apporte eau et chauffage leur permet de « *vivre dans la dignité* ». Le contrat d'hébergement a été prolongé jusqu'au 16 août. D'ici là une concertation doit avoir lieu entre l'AFEJI, association d'accompagnement, Lille Métropole et la DDASS.

Mons en Baroeul

Familles roms expulsables pour cause de Grand Stade

Nord Eclair, 14 mai 2010

Installée dans des cabanons de fortune, une douzaine de familles roms est menacée d'expulsion du terrain qu'elle occupe près du métro Fort-de-Mons. Celui-ci doit devenir un parking-relais pour les spectateurs du futur Grand Stade. La mairie qui avait toléré l'installation vient de demander à la préfecture d'expulser la cinquantaine de personnes qui s'y trouvent. Le Collectif solidarité rom veut « *apporter une solution humaine* », « *trouver un autre terrain* », alors que les enseignantes de l'ASET (Aide scolaire aux enfants tsiganes) craignent de « *perdre* » les enfants et le travail réalisé avec eux suite à l'expulsion.

Levée de boucliers contre un projet d'expulsion de Roms

La Voix du Nord, 14 mai 2010

Un collectif rom composé de représentants d'associations humanitaires a manifesté son hostilité au projet d'expulsion des occupants roms d'un terrain de Mons-en-Baroeul, qui est motivée par la

construction d'un parking-relais à destination des usagers du futur grand stade. Le maire, Rudy Elegeest, dénonce la récupération politique et se dit prêt à organiser une table ronde.

Parking du Grand Stade contre bidonvilles de Roms

Libération, 14 mai 2010

Des cabanes, en planches, en bâches, en lino, en tapis : c'est le campement de Roms, entre bois et pâtures, près de Lille, au Fort de Mons. Un parking pour le grand stade doit être construit sur ce terrain, propriété de la ville de Mons-en-Baroeul. « *Je n'ai rien contre le stade. Mais entre le foot et les hommes, il faudrait que l'équation soit plus équitable* », s'indigne Roselyne Tisset (Ligue des droits de l'Homme). Les enseignants qui viennent deux fois par semaines dans leurs camions écoles s'inquiètent. Ils préparaient leur scolarisation dans une école : « *ils sont prêts, maintenant ils ont des habitudes scolaires* ». Les associations réunies en collectif contestent aussi la méthode : « *Plus on laisse les Roms dans le non droit, plus on donne l'impression qu'ils ne sont pas légitimes à être là. Voilà à nouveau qu'on les jette* ».

Wimille

Les Roms quitteront définitivement le camp de Wimille mercredi

La Voix du Nord, 2 mai 2010

« *C'est une page qui se tourne* », résume l'abbé Jean-Pierre Boutilie (Agir avec les Roms), alors que les Roms font leurs adieux à ce camp de Wimille qu'ils occupaient depuis deux ans. Une majorité de Tziganes a accepté le principe du retour volontaire avec à la clé un billet d'avion et une aide financière de la part de l'Office français de l'immigration et de l'intégration.

Plus de trois ans après leur arrivée, les Roms ont dit adieu au Boulonnais

La Voix du Nord, 6 mai 2010

L'émotion était palpable hier matin à Wimille où une dizaine de membres d'associations de soutien assistait au départ des 97 Roms qui devaient rentrer en Roumanie par avion à midi. Après des échanges de bises ou de poignées de main, ils ont embarqué dans des bus dans une ambiance agitée mais sereine. « *C'est triste, on n'a pas de maison et aucun travail en Roumanie* », répétait l'un d'eux alors qu'un autre lançait, à propos des aides au retour (300 € par adulte et 100 € par enfant) : « *c'est rien, en deux semaines ce sera parti* ».

Table rase après le départ des Roms

La Semaine dans le Boulonnais.fr, 12 mai 2010

Les derniers Roms présents à Wimille ont été emmenés en bus pour un retour en Roumanie. « *Merci l'école, je parle français* » était un des messages brandis par les enfants Abel et Adrian. « *C'est un vrai gâchis*, explique un bénévole venu les saluer à leur départ. *Avec les enfants scolarisés notamment il y avait de belles choses à faire* ». « *Parmi ceux qui partent*, explique une autre bénévole, *il y a des familles qui n'ont rien, par exemple un couple avec 3 enfants : ils vont rester à Bucarest, à mendier à la gare* ». Quelques heures plus tard, les bulldozers éliminaient les restes de caravanes. Une façon d'effacer toute trace d'un chapitre contrasté de trois ans dans le Boulonnais.

Pas d'école pour les jeunes Roms en Roumanie

La Semaine dans le Boulonnais, 12 mai 2010

Educatrice de formation, Josette a accompagné les 14 enfants roms scolarisés du camp de Wimille. Elle note qu'ils ont été « *accueillis merveilleusement bien* » à l'école. Pour les parents roms, c'était plus délicat : « *Ils m'ont fait confiance, mais certains étaient plus convaincus de l'utilité de l'école que d'autres* ». Au moment du départ, elle a amené aux enfants des petits sacs à dos personnalisés avec des crayons, des livres. « *Mon combat, c'est qu'ils continuent d'aller à l'école*, affirme-t-elle. *Mais j'ai eu des nouvelles : en Roumanie, ils ne pourront pas y aller. Eux, ils y ont goûté, ont acquis des bases. Qu'est-ce que tout cela va devenir si ça n'est pas cultivé ?* ».

Pays-de-Loire

« Ne pas considérer les Roms comme un peuple à part »

Le Canard social, 14 avril 2010

Le journal, qui traite de l'actualité sociale en Pays de Loire, a publié en avril un entretien avec Samuel Delépine, maître de conférence en géographie sociale à l'Université d'Angers, enseignant-chercheur à l'IUT Carrières Sociales de Cholet, membre du centre de ressources en ligne Urba-Rom, et, par ailleurs, membre du collectif Romeurope.

Pour lui, lorsque la « question Roms » est apparue dans les années 1990, à la chute du mur de Berlin. L'Europe a lancé des programmes, un sur la discrimination qu'il faut poursuivre, et un autre qui détermine une politique globale (logement, santé, emploi, scolarisation) envers les Roms migrants. Or, explique-t-il, « *on ne peut pas considérer les Roms comme un peuple à part ni faire de la pauvreté des Roms une caractéristique culturelle* ». Il pense qu'il faut considérer les Roms venant à l'Ouest avant tout comme « *des migrants de l' Union européenne* » : « *Le mot le plus important c'est la diversité des familles. ... On voit arriver des Roms qui ont l'air de tous se ressembler, mais individuellement ils n'ont pas les mêmes objectifs, ni les mêmes besoins. Pour accompagner, proposer des solutions adaptées, cela suppose une approche plus fine sur le terrain, et c'est difficile notamment pour les travailleurs sociaux... Il n'y a pas de solution toute faite pour les Roms ou les Tziganes* ». Le chercheur pense que les solutions viennent du niveau local, parce que l'Etat ne fait pas son travail, mais que les collectivités locales, confrontées d'un coup à l'arrivée des migrants, ont souvent du mal à gérer. Il souligne que les villages d'insertion ou terrains conventionnés en région parisienne comme dans l'agglomération nantaise « *posent le problème de la sélection des familles accueillies, puisqu'on crée des espaces uniquement sur des critères ethniques sans aller assez loin dans le détail* ». Pour lui, l'enjeu numéro un pour l'intégration, en attendant la fin du régime transitoire qui restreint l'accès à l'emploi, est la scolarisation. Tout en notant que les expulsions permanentes la rendent difficile ou impossible. « *Bien souvent on confond logique de survie et mode de vie. S'il y a absence de volonté politique pour l'intégration, on va maintenir les familles dans les bidonvilles. Et dans ce cas, les logiques de survie vont prendre le pas sur le reste* ». Pour lui, avec 10 000 Roms en France, et peut-être 700 dans l'agglomération nantaise, on est loin d'une migration massive. « *En fait les Roms sont peu nombreux, mais visibles à cause de leurs pratiques de survies parfois choquantes comme la mendicité dans nos centres ville* ». Et il ajoute : « *Encore une fois, il est clair qu'on se heurte à des barrières dans l'inconscient collectif : les Tziganes seraient pauvres par nature, ils auraient une certaine idée de la liberté. Et lorsqu'ils se sédentarisent et qu'ils deviennent riches, ils perdraient leur identité...Dépasser ces barrières de l'inconscient collectif, c'est extrêmement difficile parce que ce sont des perceptions qui ont fait leur chemin parmi les Roms eux-mêmes. Il y a parfois un complexe d'infériorité qui leur fait dire : « Nous on n'a pas à demander quelque chose, on nous accepte, ce qui est déjà beaucoup »* ».

Agglomération nantaise

Les profs veulent un institut pour les Roms

Ouest-France, 3 mai 2010

Les enseignants souhaiteraient obtenir un poste d'instituteur à mi-temps pour accueillir les enfants Roms qui fréquentent le collège de la Reinetière de Sainte-Luce. Même s'ils « *ont pris les choses à cœur* » comme l'explique Driss Badaoui, professeur de maths, ils se heurtent à des difficultés qui font obstacle à l'intégration des enfants : inégalité de niveaux, absence de scolarisation antérieure, manque d'apprentissage de la langue. Hors des considérations techniques, ces enseignants s'interrogent : « *nous sommes en train de dégoûter les enfants de l'école alors qu'il n'y a qu'elle pour les intégrer* ».

Collège : un manque de moyens pour accueillir les élèves Roms – Sainte-Luce-sur-Loire

Ouest-France, 5 mai 2010

A la Reinetière, la nouvelle dotation horaire pour la rentrée 2010-2011 a mis les enseignants en colère : elle ne leur accorde que 4 heures pour prendre en charge les jeunes Roms scolarisés au collège de Sainte-Luce. Ils sont douze cette année de la 6ème à la 3ème. Actuellement les élèves roms restent au fond de la classe. Ils ne perturbent pas, sont dans un bain linguistique, mais ne progressent pas, constatent les professeurs qui attendent une réponse constructive de l'Inspection académique auprès de laquelle ils ont déposé un projet : « *Nous souhaitons davantage d'heures F.L.E. (Français Langues étrangères), un poste de surveillant et un poste d'instituteur spécialisé pour l'apprentissage de la lecture* ».

Le dernier conseil municipal - Carquefou.

Ouest-France, 4 mai 2010

Au cours de ce conseil, Claude Guillet, le maire de Carquefou, a rappelé que l'agglomération nantaise est, après Paris, celle qui accueille le plus de Roms : « *La situation est délicate et l'histoire pénible. On se renvoie la balle d'une commune à l'autre. Or j'ai demandé que la préfecture organise une réunion de concertation avec la Région, Nantes Métropole et les communes pour trouver une solution. Je constate que personne ne se précipite sur le dossier.* »

Nantes. Une dizaine de familles roms expulsée ce matin à Doulon.

Ouest France.fr, 11 mai 2010

Une dizaine de caravanes a été délogée du quartier de Doulon, chemin du Moulin-des-marais. Pour le Collectif Romeurope, il n'y avait pas urgence à procéder à l'expulsion sur ce terrain de la ville de Nantes.

Un camp de Roms évacué

Presse Océan.fr, 12 mai 2010

Hier matin, la police a expulsé un groupe familial d'une quarantaine de personnes installé chemin du Moulin des marais, sur un terrain de la ville de Nantes. « *Les enfants étaient scolarisés, le camp était bien tenu* » témoigne le collectif Romeurope. *Là ils ne font que se refiler la patate chaude. Ce n'est pas une politique* ». Un autre groupe a quitté hier le campement qu'il occupait à Carquefou.

Rhône-Alpes

Lyon

Rue Paul-Bert : les Roms ont six mois pour quitter les lieux

Le Progrès, 7 mai 2010

6 mois : c'est le délai qu'a accordé le tribunal de grande instance de Lyon aux familles roms roumaines qui squattent un terrain situé dans le 3ème arrondissement de Lyon, entre la voie de chemin de fer et le tram. Celles-ci avaient demandé un an, arguant de la scolarisation des enfants et des démarches à accomplir pour obtenir des solutions de relogement pérenne. Le propriétaire, le Département du Rhône, avançait lui ses projets de construction des nouvelles archives départementales sur le site pour demander l'expulsion immédiate. Mais, sans permis de construire définitif et sans date de démarrage des travaux, il devra donc attendre jusqu'en octobre, à moins qu'il interjette appel pour faire accélérer l'évacuation.

En attendant la guerre des ordures est déclarée. Le Conseil général du Rhône, le Grand Lyon et son vice-président Thierry Philip et le 3ème arrondissement de Lyon dont le maire est également ...Thierry Philip se rejettent la responsabilité de l'accumulation d'immondices sur le terrain due à l'absence de poubelles. Le Préfet somme le maire de Lyon de faire procéder à leur enlèvement, alors que le département est responsable du terrain. On n'ose pas croire à une volonté délibérée de pourrissement du côté du conseil général, dont le président Michel Mercier est également ministre de l'aménagement du territoire.

CULTURE

Roms en Europe

Info 35.fr, mai 2010

« Boi le Patchivalo » , un film franco-hongrois de Simon Shandor et Georges Klein datant de 2006, sera présenté ce vendredi 7 mai à la Maison internationale de Rennes. Grâce à ses marionnettes, Boi fait revivre l'histoire de sa vie et du peuple tzigane dont il est l'un des derniers survivants.

REVUE DE PRESSE 16-31 MAI 2010

EUROPE

Hongrie

L'extrême-droite hongroise fait une entrée provocatrice au nouveau Parlement

Le Monde, 16-17 mai 2010

Lors de la séance inaugurale du nouveau parlement hongrois, Gabor Vona, chef du parti Jobbik (extrême-droite) a prêté serment revêtu du gilet noir de l'uniforme de la Garde hongroise, organisation paramilitaire interdite. Le président de la république, Laszlo Solyom, qui a quitté l'enceinte lors de l'incident, a fustigé cette initiative: « *si le chef du groupe Jobbik jure de respecter les lois au moment précis où il commet un délit couvert par l'immunité parlementaire, alors il ne pourra,*

avec son faux serment, représenter que le mensonge ». Déjà, lors de son discours inaugural, ce conservateur sourcilieux avait souligné qu'on ne peut tolérer dans la bouche d'un député « *des paroles de haine* », une phrase qui vise en priorité le Jobbik connu pour sa propagande contre les « *criminels tziganes* ».

Kosovo

Les Roms de Mitrovica parqués depuis dix ans dans des camps insalubres

France 24, 21 mai 2010

Victimes collatérales des affrontements de 1990, les Roms du nord du Kosovo subissent, selon l'organisation mondiale de la santé (OMS), un des plus grands désastres sanitaires et humanitaires de la planète. Avant la guerre, 8000 d'entre eux vivaient à Roma Mahalla, quartier de la périphérie de Mitrovica. La plupart d'entre eux ont dû partir et se retrouvent maintenant dans des camps infestés par le plomb d'une ancienne exploitation minière. Les enfants sont particulièrement touchés et la mortalité est bien au-dessus de la normale. Les cris d'alarme des associations commencent à être entendu par les autorités et l'ONU. Un projet prévoit la reconstruction de Roma Mahalla et la fermeture des camps, mais sans calendrier. Les Roms, qui sont discriminés au Kosovo, craignent d'être relocalisés dans le sud du Kosovo, d'être ainsi privés des aides que leur accorde la république serbe qui, de façon non officielle, gère le nord de Mitrovica et d'être exposés à d'éventuelles violences de la part des communautés albanaises.

République Tchèque

Le guitariste manouche Tchavolo Schmitt, tête d'affiche de Khamoro 2010

Radio Praha, 24 mai 2010

Depuis dimanche et pour une semaine, Prague se met au diapason de la musique tzigane. Le festival de la culture rom, Khamoro, attire de plus en plus de spectateurs, roms et non roms. Parmi les événements du festival, la création d'un opéra, « Invisible Gipsy », les venues du guitariste manouche Tchavolo Schmitt de France et du chanteur tchèque Gipsy.cz. et, jeudi, le traditionnel défilé de musiciens roms dans les rues de Prague. Alors que les journaux sont remplis souvent de mauvaises nouvelles, - attaques racistes contre les Roms ou manque de reconnaissance d'une communauté ostracisée- , le festival Khamoro veut renforcer le dialogue entre les cultures : « *pour nous, la musique parvient réellement à rassembler les peuples* » affirme David Tiser, un des organisateurs de Khamoro.

Les Roms, éternels parias de l'histoire

Le Quotidien de la Réunion et de l'Océan indien, 27 mai 2010

Les élections législatives qui approchent (28-29 mai) ne devraient pas changer grand-chose à la situation des Roms tchèques, toujours victimes de discriminations. En avril 2009, à Vitkov, au nord-est de la république tchèque, une fillette avait été gravement brûlée après une attaque au cocktail molotov par quatre skinheads actuellement jugés à Ostrava. En mars 2010, à Bedriska, dans la même région, la famille Podrany a échappé de justesse à un incendie provoqué par le jet d'une bouteille d'éther sur leur maison en bois. « *Si les politiciens s'intéressaient aux Roms, de telles choses n'auraient pas lieu* » constate le père, soulignant le rôle du Parti ouvrier (DS), mouvement d'extrême droite officiellement dissous, mais autorisé à se présenter aux élections sous une autre appellation et

soupçonné d'être derrière des attaques anti-rom. Selon un sondage, 4 Tchèques sur 5 trouvent la cohabitation avec les Roms problématique. Et selon un autre, 83% des 300.000 Roms tchèques assurent avoir subi une injustice raciale. Outre l'extrémisme, les Roms font face à de nombreux problèmes : l'emploi, l'éducation, la communication avec les autorités. Comme le dit Kumar Vishwanathan, un Indien qui dirige l'organisation « Vsajemne souziti » (« Cohabitation mutuelle ») à Ostrava : « *le problème essentiel est que la société n'accepte pas les Roms, veut se passer d'eux et vivre mieux sans eux* ».

Turquie

Istanbul : la chasse aux Roms

Arte Journal, 13 mai 2010

Istanbul cherche à moderniser son image, surtout en perspective de 2013, où elle a été déclarée capitale culturelle européenne. Dans ce cadre, le maire conservateur en profite pour faire la chasse aux Roms qui vivent et travaillent dans le centre ville.

FRANCE

Le difficile accès au marché du travail des Roumains et des Bulgares

Nord Eclair, 31 mai 2010

Pour les Roms bulgares et roumain, l'accès au travail en France est quasiment impossible. Il faut postuler dans un des 150 métiers en tension (dont la liste, dressée en 2008, est affinée au niveau régional) et pour cela produire une dizaine de pièces. L'employeur doit s'acquitter d'une taxe auprès de l'OFII (Officié français de l'immigration et de l'intégration) qui varie entre 900 et 1600 € pour un contrat d'au moins un an. Pour les contrats saisonniers, la somme s'élève à 50 € par mois d'activité. Ces mesures de « transition », qui n'ont pas de valeur obligatoire pour les Etats, ont été prises par la France dans le cadre d'une « *ouverture progressive et maîtrisée du marché du travail* ». Elle doivent perdurer jusqu'en 2014 au plus tôt.

Aquitaine

Agglomération bordelaise

Floirac : les barrières tombent entre voisins du squat et communauté Roms

Sud-Ouest, 17 mai 2010

Hier dimanche, un petit panneau à l'entrée du squat de l'avenue Jules-Guesde à Floirac invitait à la visite. 50 à 100 voisins, prévenus par un efficace porte-à-porte, sont ainsi venus prendre contact avec les Roms bulgares installés ici depuis trois ans. La fête a réunis les uns et les autres autour de la musique rom, du théâtre et des pâtisseries, des confiseries apportées par les riverains. « *C'était une surprise, les gens que nous avons rencontrés avaient des à priori et étaient très demandeurs* » constatait Charline, une des membres du collectif organisateur. Pendant que Mehmet, dans un français parfait, affirmait : « *Nous sommes tous contents que des gens comme vous viennent nous voir. Ça fait plaisir. Par contre, quand c'est la police, on fait la gueule* ».

Quai de Brazza : le squat bientôt détruit

Sud Ouest, 28 mai 2010

La destruction de l'ancienne entreprise Joker à La Bastide doit bientôt commencer. La quarantaine de Roms bulgares qui l'occupaient se retrouvent dans des caravanes à Bordeaux-Lac ou dans d'autres squats.

Alsace

Bischwiller. Interpellations dans un camp de nomades

Les Dernières Nouvelles d'Alsace, 20 mai 2010

Interpellés dans un camp de nomades à Bischwiller, cinq hommes ont été déférés devant le juge d'instruction de Colmar pour association de malfaiteurs en bande organisée. Depuis quelques mois, la cellule Balkans 68 de la gendarmerie enquête sur des cambriolages en Alsace, mais qui s'étendent aussi en Suisse et en Allemagne. En février, cinq Croates avaient déjà été mis en examen pour des faits semblables.

Auvergne

Clermont-Ferrand. Une famille de Roms abrite sa misère à l'ombre du nouvel hôpital d'Estaing.

La Montagne, 17 mai 2010

Trois tentes sorties de terre il y a une semaine, face à l'entrée de l'hôpital d'Estaing tout neuf. C'est là qu'habitent Preda, sa femme et leurs quatre filles. A trente pas, un petit bidonville insalubre abrite quatre autres familles roms de Roumanie. Ils se sont installés lorsqu'ils ont dû quitter le bungalow hivernal d'urgence qui les avait protégés. La mère fait la manche, le père travaille un peu dans une déchetterie, les enfants vont à l'école. Ils ne veulent pas repartir en Roumanie : « *Pas de travail, pas de location. Rien pour nous là-bas* » grimace Nadia la maman.

Ile-de-France

Montreuil, une brouille qui tombe mal pour l'union PS-Verts

Le Monde, 16-17 mai 2010

Le divorce est consommé à Montreuil entre la maire, Dominique Voynet (Verts) et cinq de ses adjoints, ex-socialistes, qu'elle a destitué. La divergence principale entre la sénatrice de Seine-Saint-Denis et sa première adjointe, Mouna Viprey, porte sur l'augmentation des impôts locaux que la seconde trouve trop élevée. S'ajoutent aussi des différends sur un projet de piscine défendu par les Verts et des reproches sur l'accueil de familles roms estimées « *trop nombreuses* ».

Languedoc-Roussillon

Bruxelles envoie une grande dame à la rencontre des Gitans

Midi Libre, 23 mai 2010

Le Comité économique et social européen (CESE) s'intéresse depuis longtemps à la cause des gens du voyage, qu'ils soient Roms, Tsiganes, Manouches, Gitans. Après la visite, l'an dernier, du président Mario Seppi au pèlerinage des Saintes-Maries-de-la-mer, c'est Madina Sharma qui est venue, ce 12 mai, rencontrer les représentants des communautés gitanes au foyer rural d'Allègre-les-Fumades. Madame Sharma, d'origine indienne, représente la Grande-Bretagne au CESE, où elle a été rapporteur du groupe d'étude « intégration des minorités-Roma ».

Nord-Pas-de-Calais

Le sous-préfet aux camps

Le Canard Enchaîné, 19 mai 2010

Alerté par l'Agence régionale de santé sur la recrudescence de la rougeole qui touche plus particulièrement la population rom dont la couverture vaccinale est inexistante, Yvan Boucher, le sous-préfet et zélé directeur de cabinet du préfet du Pas-de-Calais, a envoyé la réponse suivante : « *sur le fond nous avons nous aussi une stratégie active qui n'est pas vaccinale mais...de reconduction à la frontière. Nous nous y employons sans faiblesse et je me félicite que nous participions à notre manière à la résolution de ce problème inquiétant de rougeole* ».

Mendicité : il faut sauver les enfants roms !

La Voix du Nord, 21 mai 2010

A la vue des enfants roms mendiant dans les rues, un lecteur du journal pose la question : « *N'est-il pas temps de mettre fin à ce scénario d'un autre temps ?* ». Patrick Vigneau, directeur de l'AREAS qui accompagne les Roms, confirme qu'ils sont de plus en plus nombreux. Mais ajoute-t-il, « *ce ne sont pas les réseaux qui mettent les enfants à la rue* », expliquant que, dans 90% des cas, c'est une mendicité de survie. Les enfants sont là parce que leur présence apitoie plus, mais aussi parce qu'ils ont un lien étroit avec leurs mères : « *et il y a l'angoisse d'être arrêté par la police et ensuite expulsé de façon séparée* ». La scolarisation des enfants, c'est la mission d'Aurélie Bonte, éducatrice spécialisée à l'AREAS. : « *C'est très compliqué à cause du peu d'allant de certaines municipalités, mais aussi parce qu'après chaque expulsion il faut tout recommencer* ». A Lille, cinquante petits Roms seraient scolarisés, mais, sur le terrain de Fives, apprenant une expulsion prochaine, Aurélie qui entamait sa démarche de scolarisation constate : « *C'est décourageant, je ne sais même pas si je vais commencer* » dit-elle.

Ce que peuvent faire les autorités

La Voix du Nord, 21 mai 2010

Du côté des autorités, on se pose également la question : « *la provocation d'un mineur à la mendicité est un délit, mais on n'a pas d'affaires où l'on peut relever cette qualification* » explique Brigitte Lamy, procureur de la République de Béthune. Le conseil général du Nord donne de l'argent, mais plutôt aux intervenants sociaux et aux associations. A celui du Pas-de-Calais, on confirme : l'aide peut passer par les soins de la protection maternelle infantile et aller jusqu'à quelques centaines d'euros. Mais la mendicité pose des problèmes. Comme le concède Alain Vogelweith, directeur général des services et ancien juge pour enfant. « *C'est vrai que les conseils généraux sont en difficulté ; Il est*

clair que si ces enfants n'étaient pas roms, il y aurait un signalement et éventuellement une mesure de placement. Là le seuil de tolérance est plus élevé. On prend en compte la situation culturelle et on se dit que ce serait pire pour les enfants si on les éloignait de leurs parents ».

Les Roms et l'école : « je t'aime, moi non plus ? »

La Voix du Nord, 21 mai 2010

Michel Kluga a dû rayer les 5 élèves roms qui fréquentaient l'école Curie à Noyelle-Godault. Ils savaient pratiquement lire, mais ils ne sont plus sur le territoire de la commune : « *Ils devaient parcourir 4,5 km pour venir, explique-t-il, et puis c'est plus intéressant pour les parents d'aller faire la manche avec eux* ». A l'école Fallières d'Hénin-Beaumont, Edith Dubois, enseignante, note que leur apprentissage n'est pas facile : « *on démarre souvent à zéro, à commencer par tenir un crayon. Les autres enfants étrangers sont déjà allés à l'école dans leur pays, les Roms pas toujours* ». Elle note qu'ils ont envie d'apprendre mais qu'ils ne sont pas toujours à l'heure et qu'ils s'absentent surtout le vendredi jour de marché, pour faire la manche. « *Et puis il y a les expulsions* ». Pour Max Vasseur, principal adjoint du collège de Dourges, « *c'est une population très fluctuante* », même s'il loue l'assiduité et les échanges culturels bénéfiques pour les autres élèves. Edith Dubois conclut : « *La culture de l'école n'est pas encore intégrée comme chez nous mais ça va vite, sur les terrains le bouche à oreille fonctionne. Même si ce n'est pas toujours satisfaisant et si c'est parfois décourageant, on travaille pour l'avenir* ».

Les élèves mendiants se préfèrent écoliers

Nord Eclair, 31 mai 2010

Lorsque les camions de l'ASET (Association pour l'aide à la scolarisation des enfants tsiganes) arrivent sur le boulevard de l'Ouest, à Mons en Baroeul, les petits se ruent à sa rencontre. Dans ce campement de tentes, issu de l'expulsion du futur site du parking du Grand Stade, la plupart des enfants n'étaient jamais allés à l'école en Roumanie : « *Ils revenaient de loin* », constate l'institutrice Odile Cani. Dans son camion école, où ils sont six enfants, quatre de moins depuis l'expulsion, elle garde les dossiers qui serviront pour l'école « en dur » comme cela s'est passé à Loos, où, après deux ans de travail avec des enfants d'ex-Yougoslavie, ils ont tous été scolarisés ». Et elle demande, pour ceux de Mons, « *qu'on nous laisse finir l'année scolaire avec les enfants* ». En même temps, pour ces enfants, la mendicité est une réalité, surtout depuis que la Caisse d'allocations familiale a cessé ses versements pour les nouveaux arrivants (en 2008), que les subventions du Conseil général ne sont données que ponctuellement et que le Secours populaire a suspendu ses livraisons alimentaires. En plus, la police « *entend conjuguer l'ensemble des registres légaux pour une action efficace* ». Contre la mendicité des enfants (qui n'est pas illégale), elle peut s'appuyer sur l'interdiction de l'exploitation des enfants de moins de six ans et sur la scolarité obligatoire pour ceux de 6 à 16. Elle peut également s'attaquer à l'occupation illégale de terrains, faire jouer le code de la route contre la mendicité aux feux rouges ou dans la rue. En plus la Police aux frontières intervient régulièrement dans les camps pour vérifier les situations et éventuellement délivrer des OQTF (Obligation à quitter le territoire français) pour ceux qui, après trois mois d'installation en France, n'ont pas de revenus leur permettant de vivre.

Agglomération lilloise

Familles roms de Fort-de-Mons : une réunion de concertation prévue jeudi

Nord Eclair, 18 mai 2010

Après la manifestation du Collectif Solidarité Rom pour soutenir les familles roms menacées d'expulsion pour cause de construction de parking, le maire, de Mons-en-Baroeul a convié les associations et la préfecture a une réunion de concertation.

Les familles devront quitter le terrain : « la compassion ne suffit pas »

Nord Eclair, 21 mai 2010

La réunion organisée par la mairie de Mons avec les représentants de Lille Métropole et de l'Etat et les associations n'a débouché sur aucune solution : les familles roms installées au fort de Mons, devront libérer le terrain où sera construit un parking relais pour le futur Grand Stade. Au Père Arthur qui a acheté 10 cabanons de jardins, le maire, Rudy Elgeest, rétorque qu'il n'y a pas de terrain disponible. A côté des associatifs, Marc Demulier est venu plaider la cause rom. Tombé en panne devant le camp, dépanné par les Roms, il a sympathisé avec eux, est revenu dans le camp et... y a trouvé une fiancée. Les associations doivent se réunir pour élaborer une stratégie. Mais le maire réplique : « *On gère la situation de façon journalière depuis huit mois. Comme on le peut. Mais la compassion ne suffit pas* ».

Expulsés hier de Mons-en-Baroeul, les Roms on trouvé refuge derrière le métro dans des tentes de campng

La Voix du Nord, 26 mai 2010

Les Roms expulsés hier du terrain près de la station de métro Les Près ont trouvé refuge à un jet de pierre de là, dans huit tentes igloo rouges achetées par le Père Arthur, qui donnent, en contrebas du métro aérien, un air de canal Saint-Martin. Elles sont treize familles avec des bébés et des enfants qui vont à l'école avec de bons résultats. « *Comment peut-on accepter de les déloger d'un endroit et de les laisser dans la nature ?* » s'insurge le prêtre.

Mons en Baroeul. Du Bidonville aux toiles de tentes

Nord Eclair, 27 mai 2010

Expulsés mardi matin du terrain qu'ils occupaient à Fort de Mons, les familles de Roms roumains (une quarantaine de personnes) se sont réfugiées quelques mètres plus loin sous des toiles de tentes: « *Les policiers sont venus à 8h, ils sont restés jusqu'à 14 heures. Ils ont cassé toutes les cabanes. La plupart de nos feux ont été brisés* » rapportent les hommes, l'air un peu déboussolé. Le Père Arthur tempête : « *on ne peut pas expulser les gens et les laisser là sans solution. Surtout les enfants ! Ce ne sont pas des bestiaux* ». Le maire nie que la construction d'un parking relais pour les Grand Stade soit l'élément moteur de l'expulsion : « *On ne pouvait pas les laisser revivre un hiver comme cette année* » explique Rudy Elgeest. « *On ne pourra pas rester ici* », constate Aorel Neat en embrassant d'un geste le campement de toiles et le chemin boueux. Pour aller où ? La question reste sans réponse.

Ascq on en dit

La Voix du Nord, 31 mai 2010

Emus par nos articles sur les Roms expulsés du site villeneuve-montois qui doit servir de parking pour le futur Grand Stade, des habitants de Villeneuve d'Ascq ont offert au père Arthur une tente au profit de ces sans-abri.

Villeneuve d'Ascq. Etudiants en architecture et Roms travaillent ensemble.

La Voix du Nord, 26 mai 2010

Une dizaine de familles roms se sont installées sur le terrain de l'Ecole nationale supérieur d'architecture et de paysage. Les étudiants ont décidé de partager les lieux avec eux. Ils nettoient le terrain avec eux et installeront des toilettes sèches qui serviront également pour le Frich'ti, leur fête de fin d'année où sont également conviés Roms et riverains.

Villeneuve d'Ascq. La sixième édition de la Frich'ti de l'Ecole d'architecture ? Une belle fête tzigane improvisée entre élèves et Roms.

La Voix du Nord, 30 mai 2010

La sixième fête semestrielle des étudiants d'architecture restera dans les mémoires. Pour cette « Frich'ti », les étudiants ont en effet associé au nettoyage du terrain et à l'organisation de la fête les familles roms installées depuis deux mois sur la friche située derrière l'école : « *Les Roms sont les habitants de la friche, donc, par respect, c'était normal qu'on fasse la fête avec eux* », explique Anna Maquet de l'association des étudiants Drache. La pluie n'a ni entamée la bonne humeur ni éteint le barbecue. Parties de foots danses sur des musiques manouches, bière à la main, la frichti cette année semblait sortie tout droit d'un film d'Emir Kusturica.

Une partie des Roms expulsés de Wimille serait déjà de retour en France

La Voix du Nord, 29 mai 2010

Les 97 Roms installés à Wimille et qui avaient accepté le retour volontaire dans leur pays seraient revenus en France, certaines familles à Orléans, d'autres vers Mulhouse.

Pays de Loire

Indre

Les Roms sous la menace d'un expulsion

Ouest France, 18 mai 2010

La Société Grande paroisse (fabricant des engrais AZF), propriétaire des terrains sur lesquels 57 caravanes se sont installées en décembre dernier a engagé une procédure d'expulsion contre ces « *occupants sans droits* ». Jean-Luc Le Drenn, le maire d'Indre, avait décidé d'accueillir les Roms. Un encadrement social rigoureux, des aménagements temporaires et une certaine fermeté avaient établi un équilibre. Mais, malgré ses appels au Préfet et aux autres communes, la position courageuse du maire n'a eu aucun écho. Et Indre ne dispose pas de terrains ni de moyens pour faire face à une telle immigration. Nantes Métropole ne veut pas apporter de réponse collective et affirme que cette question relève des pouvoirs de police de chaque maire.

Riches et pauvres font bon ménage ici

Presse-Océan.fr , 19 mai 2010

A Indre, petite commune de l'estuaire de la Loire, la population ouvrière a progressivement laissé la place aux classes moyennes et supérieures. Le revenu mensuel médian dépasse maintenant la moyenne nationale. Mais une partie de la population indraise est de plus en plus touchée par la pauvreté et la crise a vu augmenter le recours à l'aide sociale. Ici l'entraide est une vieille pratique. Elle s'appuie sur un tissu associatif très actif et très développé. Une des dernières preuves de ce

dynamisme social est la mobilisation spontanée des bonnes volontés pour accueillir dans l'urgence, à l'automne dernier, une cinquantaine de Roms.

Une soixantaine de Roms contraints de libérer un terrain ce matin à Carquefou

Presse Océan, 26 mai 2010

Une soixantaine de Roms ont été contraints d'évacuer un terrain qu'ils occupaient à Carquefou. C'est leur quatrième expulsion ces derniers mois.

Rhône-Alpes

Agglomération lyonnaise

Lyon. Veillée chez les Roms avec Nouka Maximoff

Le Progrès, 22 mai 2010

Pendant deux heures, Nouka, fille de l'écrivain Matéo Maximoff, a entraîné le public de la Bibliothèque du Point du jour (Lyon 5ème) dans ses souvenirs d'enfant tsigane, les histoires, drôles, épouvantables, émouvantes, toujours mystérieuses, qu'elle entendait au cours des veillées dans sa jeunesse. Cette soirée était au programme d'itinérances tsiganes 2010 proposées par l'Artag et la Maison des passages.

Lyon. Débat sur les enfants roms, des sans-papiers européens

Le Progrès, 23 mai 2010

Le collectif RESF (1er-4ème arrondissement) a organisé une soirée au cours de laquelle le réalisateur Thibaut Datry a présenté un documentaire et parlé de la vie des enfants roms dans l'agglomération lyonnaise : ils sont trébuchés de squats en squats et victimes comme leurs parents d'une stigmatisation systématique.

Rillieux. Roms : une procédure d'expulsion en urgence est lancée

Le Progrès, 13 mai 2010

Route de Strasbourg, une vieille maison est squattée par une vingtaine de Roms venus d'un autre squat évacué. La mairie, à qui appartient la maison a déposé un recours en urgence auprès du tribunal administratif pour une expulsion sous sept jours. Renaud Gauquelin, le maire, argue de la dangerosité du lieu. Il espère que « *l'aspect humanitaire ne sera pas oublié* ». Le discours des associations n'est pas le même : « *Ils cherchent un toit et un travail* », explique Gilberte Renard du Collectif lyonnais pour l'aide et le soutien aux enfants des squats (C.L.A.S.S.E.S.). La destruction du bâtiment est programmée dans les semaines à venir.

Saint-Fons. Un point sur la situation des Roms

Le Progrès, 18 mai 2010

Les Roms fuient leur patrie (Roumanie, Bulgarie, Ex-Yougoslavie) où ils sont victimes de graves discriminations ou des séquelles de la guerre. En France ils squattent des immeubles ou des terrains délaissés, comme rue Robert Reynier à Saint-Fons. Sur la commune, les Roms sont suivis par le centre communal d'action social, la Maison du Rhône et des associations comme la Ligue des droits de l'Homme, Agir et Défendre, le Secours populaire et des représentants de la paroisse qui se concertent régulièrement.

Villeurbanne. La maison de la rue Péchoux ne sera pas un lieu d'accueil d'urgence

Le Progrès, 19 mai 2010

Rue Péchoux, un ensemble immobilier a été acheté par la ville de Villeurbanne pour y construire des logements sociaux. Lors du conseil municipal de lundi dernier, Béatrice Vessiller (Verts) a regretté qu'une famille rom expulsée en décembre n'ait pu faire l'objet d'un bail d'occupation temporaire. Le rapporteur Richard Lung (PS) a répondu que « *la ville a fait tout ce qu'elle peut pour la population rom, en matière de notamment de scolarisation des enfants, mais les solutions relèvent de l'Etat* ».

Saint-Etienne

Evacuation d'un squat à Saint-Etienne

Zoom42.fr, 18 mai 2010

Ce matin, une centaine de Roms, dont beaucoup d'enfants, a été expulsée d'un immeuble de la rue Preynat. Aucune solution ne leur a été proposée, explique le réseau de Solidarité avec les Roms.

Roms : nouvelle évacuation à Saint-Etienne

Zoom42.fr, 20 mai 2010

Expulsées de la rue Preynat, les familles roms ont été à nouveau évacuées ce jeudi matin d'un immeuble de la Palle qu'elles avaient squatté. Le réseau Solidarité avec les Roms parle de « *chasse inhumaine* » et d' « *acharnement* ».

Roms : un « bidonville » à Saint-Etienne

Zoom 42, 24 mai 2010

Expulsés deux fois en 2 jours par la préfecture et la mairie de Saint-Etienne, 60 personnes Roms (dont 22 enfants) se sont installés sur un terrain vague coincé entre un cimetière et un chenil.